



Conférence des églises de toute l'Afrique



Les organisations chrétiennes sur la migration et le développement en vue des Journées de la Société Civile et du Forum mondial sur la migration et le développement qui se dérouleront à Athènes les 2-3 et 4-5 novembre 2009

“Et si un étranger s'installe sur ta terre tu ne dois pas le chasser. Car l'étranger qui vient chez toi doit être traité comme s'il était né parmi les tiens et tu dois l'aimer comme les tiens; les tiens aussi furent des étrangers sur la terre d'Égypte” Leviticus 19, 33-34

Nos organisations représentent les églises d'Afrique, d'Europe, du Moyen-Orient et globalement, les églises anglicanes, indépendantes, orthodoxes, protestantes et catholiques, ainsi que les organisations religieuses. En tant que membres de l'association mondiale des églises, nous avons une excellente connaissance des liens qui unissent le développement et la migration. Inspirés du récit de la Bible, un récit de migration, nous nous consacrons pleinement à la dignité humaine, à la solidarité mondiale et à la promotion d'une société ouvertes aux étrangers et qui respecte leurs droits.

Les organisations chrétiennes ont contribué et participé aux deux derniers forums mondiaux sur la Migration et le Développement et envisagent le prochain Forum mondial d'Athènes. L'initiative du Forum mondial est une occasion unique de réunir une large gamme d'acteurs pertinents du secteur de la migration et du développement. A la veille du Forum mondial, nous reconnaissons que des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la diversité des participants et les sessions de communication améliorées entre les représentants des gouvernements et les représentants de la société civile. Toutefois il reste de la marge pour un développement plus important. Nos organisations espèrent que le Forum sera l'occasion de fournir des moyens d'adapter la migration par le biais d'initiatives de développement et d'identifier des mesures de migration durable qui engendreront des résultats de développement améliorés et inciteront un partenariat plus dynamique entre les pays d'origine, de transit et de destination.

A cet effet, les organisations chrétiennes et les églises appellent tous les intervenants à prendre en considération les questions suivantes :

1) Placer les êtres humains au coeur des mesures sur la migration et le développement



Churches' Commission for Migrants in Europe



The Middle East Council of Churches

- **Reconnaître que les migrants ne sont pas de simples fournisseurs de main d'oeuvre et d'opportunités économiques, mais avant tout des êtres humains.** Les migrants ont des rêves, des espoirs, un héritage culturel, des familles, des amis et des droits inaliénables à la dignité. Ils contribuent non seulement à la croissance économique, mais aussi à une diversité plus importante au sein de nos sociétés.
- **Fournir un espace de développement et mettre en oeuvre un organisme cohérent et engageant des droits internationaux des migrants.** Cela devrait intégrer les instruments fondamentaux des droits de l'homme sur la migration, dont les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et la Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles.
- **Reconnaître que seule une situation de sécurité et de stabilité pour les migrants et leurs familles, y compris pour les migrants sans papiers, leur permettra de développer pleinement leur potentiel en tant qu'acteurs du développement.** Les pays d'origine, de transit et de destination doivent oeuvrer ensemble pour assurer aux migrants un statut de résident, des droits sociaux, le droit au travail, le droit à la propriété, à la sécurité, et le respect de leur intégrité physique et psychologique. Une attention toute particulière doit être accordée à l'inversement de la tendance croissante vers la stigmatisation et même vers la criminalisation des migrants.
- **Considérer l'engagement et les besoins des réfugiés et des autres migrants forcés, ainsi que le développement.** Selon les choix et le financement proposés par les Etats et leurs partenaires, les réfugiés et les personnes déplacées interne peuvent être une menace pour le développement, par exemple, si l'accueil n'est pas bien préparé, si les communautés sont dépourvues de leurs populations, ou si elles sont reconnues et soutenues pour leurs compétences, leur éducation et leurs moyens de subsistance, elles peuvent jouer un rôle clé dans le développement économique, social et humain, dans la création de communautés, ainsi que pour des solutions à long-terme et la paix durable au

sein des communautés d'accueil ou à leur retour dans leurs propres pays ou communautés d'origine.

2) Contribuer à l'amélioration des politiques de migration et prioriser la réduction de la pauvreté

- **Réduire la pauvreté et encourager le développement grâce aux efforts internationaux et établir une bonne gouvernance dans les pays d'origine.** La résolution des conflits et la mitigation des effets des changements climatiques sont essentiels pour réduire le nombre de personnes contraintes à migrer. **La migration devrait être un choix et non une nécessité.**
- **Produire et promouvoir des initiatives qui envisagent et encouragent des mesures de synergie entre les politiques de migration et de développement.** Parmi les mesures fondamentales, la mise en place de régimes de visa flexible avec des permis d'entrée multiple pour la migration circulaire, des subventions pour les versements, des programmes de micro-crédit, des stratégies de régularisation, ainsi que des projets qui encouragent la participation des migrants et utilisent leurs expériences et compétences à bon escient.
- **Considérer la manière dont les états peuvent libéraliser et simplifier les chaînes régulières de migration qui permettent aux populations de chercher du travail à l'étranger.** Dans le but d'optimiser l'impact de développement de la migration, les réformes dans ce domaine doivent être concentrées sur le mouvement des migrants qui travaillent dans des domaines qui requièrent de faibles compétences, comme par exemple les travailleurs domestiques et agricoles.
- **Reconnaître l'impact négatif des politiques de migration restrictive et basées sur la sécurité sur le développement, sur les es communautés d'accueil et d'envoi et sur les migrants, et concevoir des mesures correctives.** Les états doivent s'assurer que les synergies positives entre la migration et le développement ne soient pas occultées par des politiques contre-productives comme une conditionnalité négative de l'aide, l'impact des moyens techniques et financiers attribués aux mesures de sécurité plutôt qu'à l'intégration et à l'assistance au développement, l'impact des détentions et des déportations forcées sur les personnes concernées ainsi que les versements et la réintégration, l'impact des barrières à la réunification des familles dans les pays d'origine, de transit et d'accueil sur les enfants laissés dans leur pays d'origine, ainsi que les implications d'une migration sélective des travailleurs sur la fuite des cerveaux.
- **Placer le droit à la vie avant le droit au contrôle des frontières.** Il semble incohérent que les gouvernements et la société civile se réunissent pour discuter de la question de la migration et du développement alors que notre développement moral et humain avance à reculons. Les pratiques honteuses de l'année dernière concernant l'interception des migrants en mer doivent être éradiquées. Le devoir de chacun est de sauver les vies de ceux qui sont en danger. Les personnes qui mettent en pratique leur devoir humain d'assister les autres ne doivent pas être criminalisées.

3) Cohérence des politiques et participation étendue

- **Examiner plus en détail la cohérence des politiques avec d'autres domaines qui ont un impact considérable sur la migration et le développement** comme par exemple les changements climatiques, les relations commerciales, les politiques agricoles, les exportations d'armes.
- **Examiner plus en détail le lien entre la migration et le développement dans le but de fournir des chances et des choix égaux aux hommes et aux femmes.** Les femmes qui migrent pour leur développement personnel et familial payent généralement le prix fort. La moitié des femmes migrantes se déplacent seules et gagnent souvent leur vie dans le secteur d'activité des services ou dans d'autres secteurs d'activité du marché du travail moins bien régulés et moins bien payés. Malgré la différence persistante entre les salaires, elles expédient une plus grande partie de leurs salaires que les hommes, bien souvent pour l'éducation et la santé. Nous devrions étudier la question de savoir si les versements des femmes migrantes ont un impact précis sur le développement et si elles peuvent être plus soutenues par le biais d'activités relatives au développement. Des politiques en matière de migration devraient être développées en prenant en considération les besoins et les vulnérabilités des femmes ainsi qu'en évitant le trafic d'êtres humains et l'exploitation.
- **Concevoir le Forum mondial comme un processus mondial. Le rôle de la diaspora et des communautés migrantes dans la conception des politiques de migration et pas seulement de développement doit être renforcé.** Les conclusions de dernier Forum mondial doivent être reprises par le Forum mondial actuel et leur développement doit être inclus aux conclusions actuelles. Un compte-rendu des leçons apprises doit être conserve comme point de référence pour le prochain forum dans le but d'améliorer le contexte et d'examiner les progrès réalisés. La préparation du Forum mondial sur la migration et le développement doit représenter un processus plus global et complet des acteurs des gouvernements et de la société civile. Ces objectifs peuvent être atteints en organisant des forums communs entre les gouvernements et la société civile avant le forum mondial, ainsi qu'une journée entière consacrée à la discussion des questions fondamentales entre les acteurs des gouvernements et de la société civile. Les Nations Unies doivent jouer un rôle essentiel dans l'étude de ces questions.

Pour plus d'information :

ARODEV CIMADE, Sonia Lokku, tél : +33 (0)

CCME, Doris Peschke, tél. : +32 (0)2 234.68.00

Caritas Internationalis, Martina Liebsch, tél : +39 (0)6 69.87.97.19